

## LES AFFRONTEMENTS ONT FAIT DEUX MORTS

# Violence inouïe à Annaba

**La violence à Annaba est montée de plusieurs crans de ce qui est généralement connu et plus ou moins admis dans et autour des centres urbains du pays, du fait de la prolifération de baraques et autres constructions illicites, lieux de prédilection de la délinquance sous toutes ses formes.**

Jeudi matin, dans la petite localité d'Es Sarouel, commune d'El Bouni, la violence qui a éclaté entre un groupe de ce lieu et les forces de l'ordre venant interpellé des mis en cause dans les bagarres générales qui ont éclaté ces derniers jours avec un autre quartier celui d'El Qaria, dans la commune voisine de Sidi Amar, n'a pu être maîtrisée qu'après l'intervention d'éléments de l'armée, selon des habitants des lieux.

De jeunes délinquants ont été appelés en renfort par ceux qui devaient être interpellés, ajoute-t-on de même source. Devant des antagonistes nombreux et très virulents, armés d'épées et de couteaux, la mission des gendarmes de procéder aux interpellations est devenue très difficile, affirment des sources de

cette localité. Toute cette violence a commencé après l'assassinat, la veille de l'Aïd, de deux habitants d'Es Sarouel dont un militaire dans des bagarres générales entre les habitants des deux cités ayant pour théâtre le quartier d'El Qaria. Le premier, un quinquagénaire, père d'une jeune femme qui avait subi une agression suivie du vol de son sac à main par des jeunes qui habitent El Qaria, alors que le second est un militaire de la localité d'Es Sarouel, lui aussi décédé des suites de graves blessures reçues sur différentes parties de son corps. Le père de la jeune femme, accompagné par des parents, s'est rendu dans le quartier d'El Qaria pour des explications sur les méfaits dont a été victime sa fille. Après des palabres et des accusa-



Photo : New Press.

tions, les esprits se sont vite chauffés et le quinquagénaire reçoit plusieurs coups de couteau mettant fin à sa vie. A l'annonce de son décès, ses parents et les habitants d'Es Sarouel ont entrepris une descente punitive

contre le domicile de l'assassin présumé. Sur place, ils ont entièrement saccagé son domicile.

Les assassins présumés ainsi que plusieurs autres individus d'El Qaria ont été arrêtés par les services

de sécurité. Ce jeudi, les gendarmes, en renfort, se sont rendus à la localité d'Es Sarouel pour interpellé les individus qui ont saccagé le domicile du présumé assassin. Mais mal leur ont pris, ces derniers ameutant la localité, se sont regroupés pour empêcher leur interpellation.

Certains de ces délinquants, armés d'épées et de gourdins et caillassant sans répit les véhicules tout terrain des gendarmes, ont même essayé de dérober des armes à ces derniers, affirment les mêmes sources. D'où l'intervention des éléments de l'armée qui ont rétabli l'ordre et permis l'arrestation d'une trentaine de délinquants récidivistes, selon des habitants des lieux qui appellent à sévir à l'endroit de ces adeptes de grande violence.

Devant l'impossibilité d'avoir des informations officielles sur ces faits, nous étions obligés de nous fier aux habitants des lieux où ils se sont déroulés.

A. Bouacha

## POUR PERPÉTUER LE RÔLE DE LA CORPORATION DANS LA SAUVEGARDE DE LA RÉPUBLIQUE

# Une fondation pour les gardes communaux

**Il n'est pas exclu que les gardes communaux renouent avec la contestation tant l'insatisfaction est largement partagée à la base quant aux «concessions» du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - C'est en tout cas ce qui ressort des rapports des coordinateurs de wilaya de la corporation, réunis ce jeudi, en conseil national consultatif à Mouzaïa, dans la wilaya de Blida.

Des rapports qui reprennent fidèlement le courroux des gardes communaux aux quatre coins du pays contre les «réponses» de la tutelle à certains des points qu'ils considèrent comme l'épine dorsale de leur plateforme de revendications qu'ils ont tenté de remettre à la présidence de la République lors de leurs marches «musclées» de juillet dernier.

Notamment, comme le dira Lahlou Aliouet, le chargé de la communication au sein de la

Coordination nationale des gardes communaux, trois d'entre ces points «névralgiques». En tout premier lieu, la lancinante préoccupation des 16 heures supplémentaires à laquelle la réponse de la tutelle est loin de contenter la corporation. «Au moment où nous revendiquons 10 000 DA de prime mensuelle à comptabiliser à l'installation du garde communal, la tutelle propose une indemnisation de seulement 3 200 DA avec effet rétroactif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008», dira notre interlocuteur, pour qui cette revendication restera pendant tant qu'elle ne sera pas satisfaite comme «nous le voulons».

Un point de discorde aux côtés d'autres comme celui lié à la prime de panier fixée à 1 200 DA le mois que les gardes communaux veulent qu'elle soit comptabilisée à partir de janvier 2008 et non dès le 1<sup>er</sup> juillet 2012, comme proposé par la tutelle. Il y a aussi cet autre point «chaud» ayant trait à l'indemnité d'une probable dissolution du corps. Une

indemnité que les collègues de Aliouet souhaitent voir calculée comme suit : le salaire mensuel multiplié par le nombre d'années d'exercice. Selon Lahlou Aliouet, le conclave de ce jeudi, qui a eu donc à formaliser la réaction de la base, a été suivi d'une rencontre avec ses pairs coordinateurs nationaux de la garde communale, au ministère de de l'Intérieur.

Une réunion au cours de laquelle le secrétaire général du département de Ould-Kablia a réitéré, selon notre interlocuteur, sa «célèbre» réplique : «C'est tout ce que nous pouvons vous concéder», exigeant un rapport écrit de la position des gardes communaux à l'égard des dernières mesures de l'Intérieur.

Ce que, dira encore Aliouet, ils feront d'ici dimanche avec en sus, les paraphes du maximum des gardes communaux. «Nous avons collecté jusqu'à ce vendredi à la mi-journée pas moins de 23 000 signatures et nous comptons en collecter jusqu'à 60 000 d'ici dimanche», soutiendra notre interlocuteur pour qui il s'agira

de montrer à la tutelle que la Coordination nationale des gardes communaux n'agit que de concert avec la base d'où elle tire toute son énergie.

### Une fondation dédiée à la garde communale

Et parce que leur combat est avant tout celui de la dignité d'un corps qui a eu à participer grandement à la sauvegarde de la République du péril islamiste, ce que plus d'un tente de passer sous silence, les coordinateurs de wilaya des gardes communaux ont décidé de la création d'une fondation.

Aliouet expliquera la démarche en soutenant qu'il s'agira de perpétuer le combat des milliers d'agents du corps que les nouvelles générations ignorent du fait, notamment, d'une culture de l'oubli que certains s'évertuent à ins-taurer.

M. K.

## QUI DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL OU CRIMINEL STATUERA SUR L'AFFAIRE SONATRACH ?

# La chambre d'accusation tranchera le 17 septembre prochain

**La chambre d'accusation près la cour d'Alger statuera pour la énième fois dans l'affaire Sonatrach, a-t-on appris de source judiciaire sûre. La date du 17 septembre prochain a été fixée pour trancher définitivement sur la qualité de la juridiction qui statuera sur cette affaire.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Qui du tribunal correctionnel ou criminel examinera l'affaire Sonatrach ? La réponse sera connue à la mi-septembre prochain lors de l'examen de cette affaire par la chambre d'accusation près la cour d'Alger. Il est à noter que ce retard accusé dans l'instruction de cette affaire fait suite à la décision de la chambre d'accusation prise en date du 19 octobre 2011 qui a décidé de «relancer l'instruction de l'affaire», en exigeant un «complément d'enquête».

Pour rappel, quelques mois après l'ouverture d'une information judiciaire, pas moins de six personnes ont été placées sous mandat de dépôt en vertu de l'ordonnance rendue par le juge d'instruction relevant du pôle judiciaire spécialisé du centre et ce, en date du 13 janvier 2010. Or, à en croire des sources proches de la défense, la détention des mis en cause

dans cette affaire a «trop duré», ce qui nécessite sa traduction dans les meilleurs délais devant une juridiction, et ce, conformément à l'article 197 bis du code de procédure pénale.

L'article en question, selon la même source, «a traité d'une façon claire la durée de la détention provisoire dans les articles pénaux, entre l'ordonnance d'envoi de documents de l'affaire au parquet général et la décision de la chambre d'accusation dans le fond, ce qui donne une signification forte de la volonté du législateur qui devrait», ajoute la même source, «aller au-delà de la protection civile des libertés individuelles de toute forme d'abus ou d'exagération».

Il n'en demeure pas moins que ce retard accusé dans l'instruction de cette affaire trouve son origine dans le complément d'information demandé par la chambre d'accusation.

En effet, certaines sources laissent croire que Mohamed Meziane, sous contrôle judiciaire, et ses deux fils, en détention provisoire depuis plus d'une année, seraient concernés par un nouveau chef d'inculpation lié au blanchiment d'argent. Pour cette raison, ajoute la même source, le juge les a interrogés en mai 2011 sur leurs biens immobiliers et leurs comptes ainsi que ceux de leurs épouses.

Cela dit, les premières auditions des quatorze prévenus et celles d'une quinzaine de témoins se sont achevées sur une lourde interrogation quant à la responsabilité politique et administrative de l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, dans ce scandale. En effet, que ce soit l'ancien P-dg Mohamed Meziane, ses deux enfants ou les vice-présidents, Benamar Zenasni, chargé de l'activité transport par canalisation (sous mandat de dépôt), Belkacem Boumedienne, chargé de l'activité amont (en détention provisoire) ou Chawki Rahal, chargé de l'activité commercialisation (placé sous contrôle judiciaire), il est clair que tous les actes de gestion étaient soumis à l'appréciation du ministre de l'Energie, expliquent nos sources, qui révèlent que Mohamed Meziane, l'ex-P-dg, «ne faisait rien sans en référer à Chakib Khelil».

Même pour le cas de ses deux enfants, l'un travaillant pour Saipem et l'autre pour Contel, les deux sociétés étrangères détentrices des marchés objets de ce scandale, il en avait fait part à son ministre. Les marchés de télésurveillance pour les bases du sud du pays ne sont en général jamais traités uniquement par le P-dg ou ses vice-présidents. «Ils sont tous soumis à l'appréciation de Khelil, dont certains par écrit».

A. B.

## BÉJAÏA

### Vaste opération de ratissage dans les massifs forestiers de Béni Ksila, Toudja et Taourit Ighil

Les forces de l'ANP ont entamé depuis jeudi une vaste opération de ratissage dans les massifs forestiers de Béni Ksila, Taourit Ighil et Toudja situés sur la côte ouest de la wilaya de Béjaïa, où, selon des sources crédibles, des éléments appartenant à un groupe terroriste ont été signalés.

Un important détachement militaire appuyé par des éléments de la Gendarmerie nationale, de la BMPJ et des patriotes participent à cette opération de traque du groupe armé. Des barrages filtrants ont été dressés sur les principaux axes routiers menant vers ces massifs forestiers de Toudja, Béni Ksila et Taourit Ighil.

Des hélicoptères de l'armée ont intensément pilonné, et à maintes reprises, des endroits suspectés d'abriter le groupe terroriste. Les bombardements ont duré toute la nuit de jeudi, précisent nos sources.

Aucun bilan officiel n'a, néanmoins, encore été communiqué sur les résultats de ces opérations de ratissage. Les pilonnages de l'ANP viseraient, à en croire notre source, également des casemates servant de refuge aux éléments terroristes. Les bombardements ont été entendus à plusieurs kilomètres à la ronde. Il convient de signaler que plusieurs opérations de traque de groupes terroristes ont été menées depuis le début de l'été dans les forêts denses d'Adekar, Akfadou, Toudja, et Béni Ksila.

Il y a lieu de rappeler que des opérations de ratissage ont permis vers la fin du mois de juillet écoulé, de mettre hors d'état de nuire un dangereux «émir» terroriste plus connu sous le sobriquet Abou Hatem et l'arrestation d'un autre individu accusé de soutien au groupe armé dans les environs du village Aït Smaïl dans la commune d'El Kseur.

Cet «émir» qui activait principalement dans la région de Tizi Ouzou avait à son actif de nombreux actes terroristes, selon nos sources.

A. K.